

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1459 - 8 février 1990 - 3,5 F

### D 1459 BRÉSIL: LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Elu le 17 décembre 1989, le président Fernando Collor de Mello recevra l'investiture le 15 mars 1990. Candidat libéral sans parti, il a devant lui une double tâche: se faire une majorité parlementaire pour pouvoir gouverner, et faire face à une situation économique et sociale désastreuse (cf. DIAL D 1449). Elu par 52,62% des voix contre 47,38% à son adversaire du Front Brésil populaire, Luis Inácio Lula da Silva, il ne pourra pas miser sur sa stratégie d' "union nationale". Il devra compter sur la forte opposition de gauche dont le Parti des travailleurs est devenu la pièce maîtresse. Nous donnons ci-dessous les principaux axes du gouvernement Collor exposés dans sa première conférence de presse après l'élection. Texte de *O Estado de São Paulo* du 23 décembre 1989.

Note DIAL

### CONFÉRENCE DE PRESSE DE FERNANDO COLLOR DE MELLO NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

#### Extraits

(Intertitres de DIAL)

#### (Un programme de privatisation d'entreprises)

(...) Nous allons procéder à des privatisations. Ce n'est pas là une fin en soi, mais l'application d'une philosophie consistant à diminuer le rôle d'intervention de l'Etat tel qu'il existe actuellement dans l'économie brésilienne. Des études sont en cours pour déterminer quelles entreprises sont susceptibles d'être privatisées et de quelle façon s'opérera leur privatisation. Une possibilité est l'introduction en Bourse; une autre, l'achat d'une partie de leurs actions par les salariés de l'entreprise. Une autre encore pourrait passer par la conversion de la dette, etc. Des études sont effectivement en cours pour que, dès le début de notre gouvernement, nous ayons une notion claire des modalités à suivre pour enlever à l'Etat ce poids anormal qui l'empêche de faire face à ses prérogatives en matière sociale telles que la santé, l'éducation et le logement, pour ne parler que des principales.

(...) Notre propos est très clair et très simple. Il a été largement exposé et commenté, et il a fait l'objet d'analyses approfondies de la part des spécialistes en la matière.

Notre programme économique est fondé sur le fait que l'Etat ne doit pas conserver le pouvoir d'ingérence qu'il a actuellement dans l'économie brésilienne. L'Etat est inefficace, corrompu, incompetent, gigantesque. Il n'a donc pas la mobilité, la souplesse et l'efficacité qui sont nécessaires au combat contre les plaies sociales présentes dans les foyers de milliers de Brésiliens. Aussi devons-nous réduire la

dimension de l'Etat. Cela nous permettra d'équilibrer notre budget. Qui dit budget équilibré dit non recours à l'endettement intérieur ou extérieur.

En même temps nous prévoyons trois réformes fondamentales pour obtenir les ressources nécessaires aux investissements en matière sociale. Nous espérons procéder à une réforme fiscale à grande échelle, à une réforme patrimoniale et à une réforme administrative. Grâce à ces réformes, ajoutées à la renégociation de la dette extérieure, nous espérons obtenir 94 milliards de dollars supplémentaires qui nous permettront d'atteindre nos objectifs dans le domaine social.

Ce que nous voulons, c'est réduire le plus possible la possibilité d'une récession. Nous estimons qu'une récession pourra survenir, mais limitée. Nous ferons tout pour éviter qu'elle vienne alourdir le quotidien déjà tragique de chacun de nous, les Brésiliens.

(...)

(D'une inflation à 50% par mois à 3% par mois d'ici 18 mois)

(...) Si le problème de l'inflation est lié au déséquilibre budgétaire, nous devons équilibrer le budget, c'est-à-dire ne dépenser que ce qu'on récolte. Pour cela l'Etat doit réduire ses dépenses, améliorer son efficacité, cesser son ingérence, se faire le partenaire de l'initiative privée en lui donnant les conditions d'investir dans les secteurs étatiques tels que l'énergie électrique - pour laquelle nous aurons besoin de 35 milliards de dollars pour les quatre prochaines années si nous voulons éviter la thrombose - ou les communications, ou encore le réseau routier.

Nous avons besoin d'un bon partenariat pour obtenir de l'épargne et les ressources nécessaires à ces investissements, si nous voulons éviter un niveau de récession préjudiciable au pays. D'où notre objectif principal d'équilibre budgétaire, parallèlement aux réformes dont j'ai parlé - fiscale, patrimoniale et administrative -, afin de faire baisser l'inflation en la ramenant à un maximum de 3% par mois dans les dix-huit mois à venir.

(...)

(Sur l'absence quasi totale de soutien parlementaire et sénatorial)

Le soutien n'est pas au président de la République, il est au Brésil, c'est-à-dire à la démocratie. Il ne fait pour moi aucun doute que le Congrès national doit aujourd'hui jouer la solidarité dans le contexte difficile de la vie nationale. De même que l'exécutif et le judiciaire. J'ai toujours dit que la tâche future du président, quel qu'il soit, serait énorme et qu'il ne pourrait à lui tout seul - ou avec son parti - faire face aux difficultés. Et j'ajoutais qu'était nécessaire et fondamentale une union nationale, un large accord national. Je suis tout-à-fait sûr que le Congrès national ne fera pas défaut au Brésil en ces heures déterminantes. Non pas au président élu, non pas à sa personne, mais au Brésil car c'est lui qui est en jeu.

Si un président a été élu sur un programme précis, avec ses linéaments à mettre en application, cela donne naturellement au Congrès les conditions nécessaires pour le concrétiser dans la solidarité. Si 35 millions de Brésiliens ont fait le choix d'un programme, le Congrès national ne peut naturellement pas, en tant que caisse de résonance des attentes populaires, aller dans le sens contraire. D'où ma confiance dans la maturité de la classe politique, surtout celle qui se retrouve aujourd'hui au Congrès national, pour nous permettre de faire les réformes dont le pays a besoin. Plus que d'un soutien au président, c'est d'un soutien au Brésil, à l'avenir du pays, qu'il doit s'agir.

(...)

(Une meilleure distribution des revenus)

Parmi les réformes envisagées, la réforme fiscale est la plus évidente. D'où allons-nous tirer l'argent? Nous allons le tirer des fraudeurs, des spéculateurs, des accapareurs, de ceux qui gagnent de véritables fortunes sur l'inflation. Il n'existe aucun pays au monde, en dehors du Brésil, qui offre la possibilité de gains réels de l'ordre de 50 à 60% l'an. Cela n'existe nulle part ailleurs qu'ici: aucune affaire au monde ne rapporte ce que rapporte aujourd'hui cette valse financière. Voilà exactement la catégorie de personnes dont nous allons tirer l'argent pour pouvoir faire face à nos investissements dans le domaine social. Et ce sont exactement ces ressources qui vont permettre de minimiser la récession et de réduire ses effets sur une vie quotidienne déjà difficile. (...)

(Et les 31 millions de voix au candidat adverse?)

La grève est une affaire constitutionnelle et je respecterai la Constitution. Ma proposition d'union nationale n'exclut personne. Je n'exclus aucun Brésilien car, bien qu'élu par 35 millions de Brésiliens, je serai à partir de mars prochain, le président de 140 millions de Brésiliens. Et je suis sûr de pouvoir compter sur la compréhension et la solidarité de tous les Brésiliens, car le problème du Brésil n'est pas uniquement celui d'un gouvernement élu, il est aussi celui de l'ensemble de la société brésilienne. Aussi je ne renonce pas à l'idée d'un accord ouvert à tous ceux qui sont intéressés à collaborer avec le Brésil. Il faut que cela soit bien clair: il ne s'agit pas d'une collaboration avec le gouvernement élu, légitimé par le scrutin populaire; il s'agit d'abord d'une collaboration en faveur du Brésil. Elle exige qu'on mette de côté ces questions mineures: tous doivent réfléchir à la manière de solutionner la crise qui touche tous les Brésiliens, et pas seulement un gouvernement. C'est pourquoi j'inclus tout le monde dans notre proposition d'union nationale.

(...)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)